



## ÉDUCATION

Les professeurs d'histoire-géographie face aux questions de leurs élèves

PAGE 10

## FRANCE

## Les professeurs d'histoire face aux questions de leurs élèves

Depuis l'attaque du 7 octobre, les enseignants doivent se prêter à un exercice complexe de pédagogie, dans le contexte brûlant de l'actualité de la classe de 3<sup>e</sup>.

**F**aut-il parler aux élèves de la guerre entre Israël et le Hamas et comment ? Les professeurs d'histoire-géographie s'interrogent depuis le 7 octobre, comme à chaque événement à teneur historique. Dès le lendemain de l'offensive terroriste menée par le groupe palestinien, Joëlle Alazard, la présidente de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, a reçu des demandes de « jeunes collègues ». « Il faut que je travaille le sujet, je vais avoir des questions, je ne me sens pas à la hauteur », pouvaient-ils lui dire, certains craignant des paroles déplacées de la part des adolescents, voire « une importation dans la classe du conflit ».

« Le pire serait d'appliquer une recette toute faite », remarque Thibaut Poirrot. Enseignant dans un lycée de l'académie de Reims a publié sur le site de cette association une liste de ressources à destination de ses collègues. Pour lui, il est nécessaire de prendre en compte le contexte de chaque intervention, l'âge et la sensibilité des élèves comme des enseignants, afin de « ne rien imposer à quiconque ». Malgré tout, depuis le début de la semaine, les élèves ne manquent pas de faire part à leurs enseignants de leurs interrogations. « Monsieur, on va parler du conflit israélo-palestinien cette année ? », a demandé un collégien en classe de 3<sup>e</sup> à Fabien Salesse, professeur à Lyon. Au collège, le sujet n'est abordé brièvement qu'à la toute fin de la

## « Fausses informations »

Aux besoins d'explicitation se mêle la nécessité croissante de l'éducation aux médias : démêler le vrai du faux, la fiabilité des sources et des images... « J'ai été surpris de voir à quel point ces adolescents sont exposés à des vidéos extrêmement violentes sur les réseaux sociaux », relate Fabien Salesse. « On ne peut pas les laisser seuls face à ce qu'ils voient sur ces plates-formes », abonde Karine Rousseaux, enseignante dans un lycée de Cambrai (Nord). Alors, les enseignants essaient de faire en sorte, en toute humilité, que « l'explicitation soit plus forte que l'image, que la compréhension soit plus forte que le simplisme d'une vidéo ou d'un snap [un message sur le réseau Snapchat] », selon les mots de Thibaut Poirrot.

Autre difficulté soulignée par ce professeur : les positions idéologiques qui s'expriment dans le débat public et dont leurs élèves peuvent avoir vent. « La médiocrité du débat public français et les fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux ne facilitent pas notre tâche », constate-t-il. Les élèves de Fabien Salesse ont ainsi pu lire sur les réseaux sociaux des parallèles entre la résistance pendant la seconde guerre mondiale et les actes du Hamas.

Au lycée, le conflit israélo-palestinien est au programme de l'année de terminale, en tronc com-

mun, et surtout de manière plus approfondie, dans la spécialité « Histoire-géographie, géopolitique, sciences politiques ». La plupart des enseignants qui assurent les cours de cette spécialité travaillent sur ce chapitre en début d'année. Ils ont alors parlé assez naturellement de l'offensive du Hamas et de ses conséquences avec leurs élèves.

Deborah Caquet, professeure dans un lycée de l'académie de Versailles et présidente d'une association d'enseignants de la discipline, Les Clionautes, a proposé dès mercredi à ses élèves une séance de deux heures consacrée aux derniers événements. « Dans un monde où il est très difficile d'avoir une information fiable, l'enseignant peut arriver très tôt en soutien pour donner des clés de compréhension », juge-t-elle. Karine Rousseaux abonde : « Les élèves doivent comprendre que l'événement ne surgit pas de nulle part mais est issu d'un contexte. » Il s'agit, selon elle, de « leur faire prendre conscience de la profondeur historique et de leur montrer les différentes grilles de lecture possibles : historique, politique, religieuse, etc. », afin de leur permettre « une prise de recul ».

## « Donner un cadre »

Les discussions des élèves dans les couloirs du collège poussent Emilie (qui souhaite rester anonyme), professeure dans l'académie de Créteil, à intervenir, mais



elle veut se laisser le temps de construire une séquence pédagogique pertinente. « Nos élèves n'entendent parler que du côté palestinien. Il est important de leur montrer la complexité des enjeux », juge-t-elle.

Tous les enseignants interrogés ont conscience du potentiel inflammable de ces échanges. Mathilde Gambrelle, professeure dans l'académie de Rennes, se dit « aux aguets » face aux réactions des élèves mais « ne réagit jamais vivement » : « Je vais repartir d'une ressource, d'une carte, autrement dit d'apports scientifiques. » Cette fois-ci, elle a adopté une posture différente en fonction de la classe qu'elle avait en face d'elle. Elle a demandé aux élèves de 2<sup>de</sup> de préparer des questions auxquelles elle doit répondre en fin de semaine. Elle a profité d'un exposé « plein de contresens » sur l'actualité de la part de l'un de ses élèves de 1<sup>re</sup> pour lancer la discussion.

De l'avis des enseignants interrogés, ces interventions demandent « une relation de confiance » avec les élèves qui n'est pas forcément encore très installée à ce moment de l'année. « Il faut à la fois laisser une liberté de parole tout en donnant un cadre pour la bonne tenue des échanges », juge Florent Ternisien, coresponsable du SGEN-CFDT dans l'académie de Créteil. « Nous ne sommes pas une boussole morale, nous invitons avant tout nos élèves à réfléchir », poursuit l'enseignant de Bondy. ■

SYLVIE LECHERBONNIER

## « LA MÉDIOCRITÉ DU DÉBAT PUBLIC FRANÇAIS NE FACILITE PAS NOTRE TÂCHE »

THIBAUT POIROT  
professeur d'histoire

